

Libération publié le 29 mars 2023 à 19h50

Revalorisation des bourses, recul sur le SNU : les étudiants crient victoire et en veulent plus

Les organisations de jeunesse considèrent les annonces faites ce mercredi par la ministre de l'Enseignement supérieur comme un pas en arrière du gouvernement et comptent accentuer la pression dans la rue.



Des lycéens et des étudiants dans le cortège de la manifestation parisienne contre la réforme des retraites, le 28 mars. (Denis Allard/Libération)

par [Olivier Monod](#)

Une opération à haut risque. Le gouvernement a annoncé ce mercredi sa réforme des bourses étudiantes pour la rentrée 2023, au lendemain d'une journée de manifestation marquée par [la présence massive des jeunes dans le cortège](#). Ce sera 35 000 boursiers de plus, 37 euros par mois de revalorisation pour chaque bourse et un gel des tarifs du Crous pour 2023. Un premier pas vers les étudiants loin d'apaiser les tensions.

La ministre de l'Enseignement supérieur, Sylvie Retailleau, a beau nier toute arrière-pensée politique lors de sa conférence de presse, elle ne convainc pas. Alors que le gouvernement [avait repoussé ses arbitrages](#) attendus initialement en janvier, quand les étudiants remplissent

leurs dossiers sociaux pour l'année suivante, la décision de les communiquer a été prise à la dernière minute à la toute fin du mois de mars. Elle coïncide avec une fuite livrée au journal *l'Opinion*, pour dire que le Service national universel (SNU) ne serait pas généralisé comme envisagé dans un premier temps. Il n'en faut pas plus aux organisations de jeunesse pour crier victoire.

«Le gouvernement commence à céder. Il a peur de nous», écrit sur Twitter Colin Champion, président de la Voix lycéenne. *«Ils ont tellement peur de nous qu'on n'a même pas eu à se mobiliser contre le #SNU»,* réagit de son côté la Fédération indépendante et démocratique lycéenne. Côté étudiants, la Fédération des associations générales étudiantes (Fage) parle d'une *«première victoire pour nos bourses»,* quand l'Unef analyse cette *«communication autour d'une somme considérable (500 millions d'euros), faite dans l'urgence»* comme une *«réponse à une mobilisation très forte de la jeunesse».*

Le sentiment général parmi les organisations étudiantes est plutôt celui d'un pouvoir qui craque face à la pression de la rue, et qu'il faut donc maintenir celle-ci. *«Le gouvernement essaie d'acheter les étudiants, mais il n'y arrivera pas avec 37 euros par mois»,* souligne Eléonore Schmitt, porte-parole de l'Alternative. Le matin même, elle organisait une distribution d'aide alimentaire à 400 étudiants devant l'Assemblée nationale, en soutien à une proposition de loi de la députée écologiste Sophie Taillé-Polian qui défend une réforme du système des bourses de l'ordre de 11 milliards d'euros.

«Il y a une vraie colère contre Macron»

«Le rapport de force des étudiants a permis d'obtenir cela. Cela motive à continuer d'aller en manifestation, dès le 6 avril, pour le retrait de la réforme des retraites et pour une véritable réforme des bourses», souligne Samya Mokhtar, vice-présidente de l'Unef.

Si l'objectif du gouvernement était de canaliser la colère de la jeunesse, c'est donc raté. *«Cela nous conforte dans l'idée que seule la mobilisation paie. On se bat aussi contre la réforme des retraites, contre son passage en force. Les jeunes se souviennent de leurs gardes à vue de ces dernières semaines, de [Sainte-Soline](#), où beaucoup étaient. Il y a [une vraie colère très dirigée contre Macron](#). On appelle à une manifestation demain à Paris»,* renchérit Mathis Aversenq, du NPA jeunes.

Au-delà des mesures paramétriques annoncées ce mercredi, Sylvie Retailleau se retrouve face à des organisations plus déterminées que jamais pour imposer leurs vues dans les négociations à venir sur la refonte complète du système d'aide sociale étudiante. En jeu : la mise en place d'une aide universelle des étudiants indépendante du revenu des parents, demandée de manière unanime par la Fage, l'Unef et l'Alternative. Le gouvernement n'est pas pour. Les discussions doivent reprendre dans les semaines à venir pour un arbitrage attendu cet été.

Vous pouvez partager un article en cliquant sur les icônes de partage en haut à droite de celui-ci.

La reproduction totale ou partielle d'un article, sans l'autorisation écrite et préalable du [Monde](#), est strictement interdite.

Pour plus d'informations, consultez nos [conditions générales de vente](#).

Pour toute demande d'autorisation, contactez syndication@lemonde.fr.

En tant qu'abonné, vous pouvez offrir jusqu'à cinq articles par mois à l'un de vos proches grâce à la fonctionnalité « Offrir un article ».

https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/04/04/des-membres-de-la-direction-de-l-unef-font-secession-pour-creer-un-nouveau-syndicat_6168136_3224.html

Le Monde Publié le 04 avril 2023 à 05h00, modifié le 04 avril 2023 à 09h30

Des membres de la direction de l'UNEF font sécession pour créer un nouveau syndicat

Une partie du bureau national va quitter l'UNEF pour fonder, le 22 avril, L'Union étudiante. Ils dénoncent des violences et le verrouillage d'une direction « recroquevillée sur elle-même ». Des accusations que rejette la présidente, Imane Ouelhadj.

Par [Soazig Le Nevé](#)



COLCANOPA

L'Union nationale des étudiants de France (UNEF) se remettra-t-elle de cette nouvelle crise à la veille de fêter ses 116 ans, le 4 mai ? La question se pose, alors qu'un nombre important de militants s'apprête, selon les informations du *Monde*, à faire sécession pour fonder, lors d'un congrès les 22 et 23 avril à Paris, un nouveau syndicat, nommé L'Union étudiante. Selon ces dissidents, 17 sections locales – sur la soixantaine que compte l'UNEF – vont quitter l'organisation, parmi lesquelles une grande part des sections censées soutenir la tendance « majorité nationale », incarnée par l'actuelle présidente, Imane Ouelhadj.

En fusionnant immédiatement avec L'Alternative – déjà née, [en 2019, d'une scission d'avec l'UNEF](#) –, la nouvelle entité ambitionne de renouveler la pratique du syndicalisme étudiant en

le « *reconnectant au terrain* ». Il s'agit aussi de claquer la porte de la maison centenaire, décrite comme « *recroquevillée sur elle-même* », empêtrée dans des luttes internes délétères pour les militants.

La future Union étudiante devra « *mieux prendre en compte les individus* » et s'affranchir du fonctionnement historique en « *tendances* », affirme Pauline Lebaron, jusqu'ici vice-présidente de l'UNEF, qui salue « *un élan de réunification* » des forces syndicales. « *Beaucoup de militants dissidents qui nous rejoignent sont très attachés à l'héritage de l'UNEF* », observe Eléonore Schmitt, porte-parole de L'Alternative et maître d'œuvre de L'Union étudiante. « *Ce sera pour moi la vraie UNEF telle qu'elle aurait dû être, atteste Anissa Chehbib, dissidente de l'UNEF Sciences Po. C'est à partir de l'action locale qu'une organisation syndicale peut vivre, et pas l'inverse.* »

« **J'étais à bout** »

Pourquoi cette fronde ? Les tensions sont anciennes, selon ces militants, et ont atteint un point de rupture en octobre 2022. De manière étonnante, rien n'avait filtré hors de l'appareil syndical au sujet d'une crise au sommet ayant conduit la présidente de l'UNEF à « *se mettre en retrait* » durant quinze jours. Dans un long courriel adressé aux adhérents, Imane Ouelhadj présentait alors ses excuses à « *l'ensemble des camarades affectés par [son] comportement, qu'il ait été conscient ou inconscient* ».

« *J'ai subi et j'ai reproduit les mauvais côtés de l'UNEF*, confessait-elle. *Elever la voix et perdre son sang-froid n'est jamais le bon recours pour se faire entendre et diriger. Dans ce moment, j'étais à bout et j'ai manqué de ressources.* »

La scène dont il est question s'est passée le dimanche 2 octobre 2022, dans les locaux de l'UNEF à Paris. Une membre du bureau national est convoquée pour « *un café* » avec la présidente. Dans le jargon du syndicat, « *un café* » est un moment un peu solennel, où un membre de la hiérarchie évalue l'action d'un militant. Deux jours plus tôt, une altercation avait eu lieu entre les deux femmes au sujet du bilan de SOS Inscription, la campagne menée par le syndicat pour accompagner les candidats sur Parcoursup restés sans affectation à l'université.

Sur les deux heures d'entretien du 2 octobre, deux versions s'affrontent. « *J'ai été empêchée de sortir du bureau et obligée à me rasseoir de force, avec la menace de me garder enfermée dans le bureau jusqu'à 2 heures du matin s'il le fallait* », relate la militante, qui ne souhaite pas dévoiler son identité. Selon elle, Imane Ouelhadj aurait « *regardé des conversations privées* » sur son téléphone sans son accord et refusé de le lui rendre.

Une main sur la gorge

A l'inverse, la présidente de l'UNEF rapporte que la militante a elle-même lu des textos qu'elle avait envoyés à des membres de sections locales, tout en se dédouanant d'avoir cherché à les influencer. « *Elle voulait me faire tourner en bourrique*, confie Imane Ouelhadj. *Nous savions depuis plusieurs semaines qu'elle sabotait des rendez-vous avec des camarades, les dissuadant de distribuer des tracts à la rentrée ou de se rendre à un événement où l'UNEF devait tenir un stand.* »

Depuis le rez-de-chaussée, Hugo Jean, membre du bureau national, interpelle la présidente pour que cesse la dispute. Il relate que, lorsque Imane Ouelhadj l'a rejoint, elle l'a plaqué contre le mur et a positionné une main sur sa gorge. Ce que la présidente dément formellement, en affirmant l'inverse : « *C'est Hugo Jean qui m'a agrippée par le bras et m'a empoigné le corps* », affirme-t-elle, persuadée que ces violences sont l'expression d'un complot pour la « *faire tomber* » et « *dissoudre l'UNEF* ».

Depuis un an qu'elle est élue, Imane Ouelhadj assure avoir été soumise à la pression permanente d'un « *tribunal populaire* », où, parmi les jurés, figurent les actuels dissidents. « *Ces personnes me reprochaient tout simplement d'être moi*, dit-elle. *Je ne représente pas l'ancienne UNEF. A leurs yeux, je n'étais qu'un quota d'origine sociale modeste, puisque je suis la première présidente racisée et dont les parents n'ont pas fait d'études. On m'a reproché de ne pas avoir de lien avec certains partis politiques.* »

« **Moine-soldat** »

Pour leur part, les dissidents affirment que derrière ces luttes intestines, tout un modèle de militantisme s'effrite. Le système en « *tendances* » (« *majorité nationale* », « *unité et action syndicale* », « *réformiste pour une alternative démocratique et écologiste* » et « *action collective et lutte étudiante* »), qui structure l'UNEF depuis toujours, est pointé du doigt comme responsable de la sclérose des échanges internes.

« *Il n'y a aucun suspense sur les votes et aucune possibilité pour les tendances minoritaires de gagner un vote contre la direction* », commente Pauline Lebaron. « *Cela paralyse le syndicat et fragilise son assise territoriale, ce qui explique la perte de beaucoup d'adhérents*, analyse Karel Talali, ex-membre du bureau. *Sous le poids de l'histoire, la seule priorité des dirigeants est de sauver l'appareil, et pas de le réformer.* »

Adrien Liénard, soutien de la présidente au sein du bureau national, s'en étonne : « *Pourquoi les dissidents n'ont-ils jamais porté ce débat en interne, alors qu'ils pouvaient le faire à maintes occasions, que ce soit en collectif national ou bien lors de nos réunions hebdomadaires avec les cadres des sections locales ?* »

A l'UNEF, savoir résister à la pression est une qualité indispensable qui requiert une seule discipline : celle du « *moine-soldat* », relatent plusieurs militants. « *J'ai appris à pratiquer une certaine aliénation militante, qui fait qu'on ne s'arrête jamais de militer, jusqu'à être épuisé* », confie l'un des dissidents. La coutume veut que lors du congrès national, tous les deux ans, il soit rendu hommage à un militant qui a absolument tout donné pour le syndicat, pour glorifier son engagement extrême. A l'inverse, le dissident Hugo Pierson, ex-trésorier de l'UNEF, s'est vu reprocher, lors d'un « *café* » avec Imane Ouelhadj, en juillet 2022, sa « *mauvaise gestion* » et ses « *stories de vacances* » postées sur Instagram, qui auraient « *démotivé les camarades* », rapporte-t-il.

« **Au bout d'un moment, ça pète** »

Régulièrement, il y a « *des militants qui pètent* », expression consacrée pour désigner ceux qui soudainement arrêtent tout, y compris leurs études. Imane Ouelhadj reconnaît « *avoir été formée comme une "warrior" qui prend tout sur elle sans se plaindre* ». « *Nos missions font qu'on est confrontés à énormément de choses, comme ces étudiants qui nous disaient leur*

envie de se suicider durant le Covid, d'autres qui aujourd'hui nous appellent parce qu'ils dorment dans la rue, illustre-t-elle. On est des éponges, on encaisse tout entre nos études et nos vies personnelles, et au bout d'un moment, ça pète. »

Le « *burn-out militant* », c'est précisément ce qu'a vécu une membre de l'équipe de direction qui a coupé les ponts avec l'UNEF pendant un mois et demi à la rentrée 2022. Elle dit avoir assisté à « *une accumulation de tensions orchestrées par les dissidents* ». « *On ne se comprenait pas, on se caricaturait parfois et on ne voulait plus entendre le point de vue de l'autre* », confie-t-elle sous le couvert de l'anonymat.

Consciente de la gravité de la situation, Imane Ouelhadj appelle de ses vœux un « *audit* » sur les violences exercées au sein de son organisation. Reste à trouver le prestataire. « *Il faudrait un acteur extérieur qui sera à même d'être impartial sur la situation, et on le recherche toujours.* »

[Soazig Le Nevé](#)

Pression, violences, usure: une partie du bureau de l'Unef quitte le navire



L'Unef est un syndicat étudiant de gauche, présidé par Imane Ouelhadj. Crédits photo: STEPHANE DE SAKUTIN/AFP

Plusieurs membres du bureau national du syndicat de gauche s'apprêtent à créer une nouvelle organisation, en fusionnant avec l'Alternative.

Les critiques à l'encontre du syndicat étudiant de gauche, vieux de 115 ans, se succèdent. Pour cause: plusieurs membres de la direction s'apprêtent à faire sécession en créant «l'Union étudiante», un nouveau syndicat qui entrera en fonction dès le 22 avril, indique [Le Monde](#).

Environ un tiers des sections locales devraient quitter l'organisation, parmi lesquelles de nombreux soutiens à la tendance «majorité nationale», portée par Imane Ouelhadj, actuelle présidente de l'Unef. Ces militants s'apprêtent à fusionner avec l'Alternative, née en 2019 d'une précédente scission avec l'Unef. L'objectif principal: reconnecter leur syndicalisme «au terrain» et s'affranchir des luttes internes qui sclérosent le syndicat, poursuit le quotidien. Plusieurs noms importants figurent parmi les militants qui souhaitent quitter le syndicat: Anissa Chehbib, présidente de l'Unef Sciences Po ou encore Pauline Lebaron, vice-présidente de l'Unef.

Parmi les raisons de cette sécession figurent aussi les méthodes de travail d'Imane Ouelhadj, élue depuis un an. *Le Monde* évoque en particulier une altercation avec une militante au sein du siège en octobre 2022. Une violente dispute aurait explosé avec Imane Ouelhadj, qui la soupçonne de saboter certaines actions du syndicat. L'incident aurait été interrompu par un

militant présent sur place, avant qu’Imane Ouelhadj ne le «*plaque sur le mur*» et positionne «*une main sur sa gorge*», décrit le quotidien. L’altercation a conduit la présidente à se mettre en retrait durant quinze jours.

Pression et aliénation

Les dissidents pointent également du doigt le système des «tendances» («majorité nationale», «unité et action syndicale», «réformiste pour une alternative démocratique et écologiste» et «action collective et lutte étudiante»), formes d’orientations syndicales que peuvent soutenir les adhérents mais qui, dans les faits sont très hiérarchisées et ne permettent pas aux voix minoritaires d’être entendues. Épuisés, certains militants qui s’apprêtent à rejoindre le nouveau syndicat dénoncent aussi la pression voire l’aliénation que subissent les adhérents s’ils souhaitent être félicités ou glorifiés. Des situations qu’ils ne souhaitent plus voir se reproduire au sein de l’Union étudiante.

Scission

Libération publié le 4 avril 2023 à 11h47

Syndicalisme étudiant en pleine recomposition : l'Alternative siphonne l'Unef et devient l'Union étudiante

En plein mouvement social contre la réforme des retraites, l'Alternative (proche de LFI) continue de grignoter dans les rangs de l'Unef. Elle crée une nouvelle organisation et débâche 17 sections locales de son concurrent.



Lors d'une distribution alimentaire organisée par le syndicat étudiant l'Alternative aux Invalides, le 29 mars. (Amaury Cornu/Hans Lucas. AFP)

par [Olivier Monod](#)

En pleine mobilisation contre la réforme des retraites le milieu syndical étudiant se recompile. Ce mardi, [l'Alternative, issue d'une scission de l'Unef en 2017](#), annonce être rejointe par 17 sections locales de l'Unef (sur les 60 que compte le syndicat) et la moitié des membres de son bureau national pour créer un nouveau syndicat, appelé l'Union étudiante. «Avec ce nom, on veut montrer une affiliation à l'héritage de l'Unef. On leur laisse le nom, mais on reprend l'histoire», nous explique Eléonore Schmitt, porte-parole de l'Alternative qui devrait continuer à jouer ce rôle pour la nouvelle organisation. Le congrès fondateur de

l'Union étudiante se tiendra les 22 et 23 avril prochains, mais les comptes de l'Alternative sur les réseaux sociaux sont déjà renommés l'Union étudiante.

L'ambition est énorme en cette année d'élections étudiantes : devenir l'organisation étudiante majoritaire et donc dépasser l'Unef, mais surtout la Fage qui caracole en tête. *«17 sections de l'Unef nous rejoignent aujourd'hui, mais ce n'est pas une finalité. Nous appelons tout le monde à rompre les rangs et à nous rejoindre»*, poursuit Eléonore Schmitt. Selon Pauline Lebaron, ancienne vice-présidente de l'Unef, passée à l'Union étudiante, il s'agit d'*«un mouvement de réunification avec l'Alternative, pour faire émerger un syndicat fort, à même de faire avancer la cause des étudiants»*.

Proximité avec le politique

En dehors du microcosme universitaire, l'Alternative essaie aussi de jouer un rôle politique plus important, proche de la Nupes. On a pu les voir en action derrière les propositions de loi sur l'allocation d'autonomie portée par le député LFI Louis Boyard et celle sur la réforme des bourses étudiantes portée par la députée EELV Sophie Taillé-Polian. *«Depuis plus de cent ans, l'Unef a eu un rôle majeur d'influence auprès des partis politiques. Elle a marqué l'histoire par ses prises de position. Ce sont des choses que l'on revendique»*, explique Eléonore Schmitt. Elle n'a pas d'ailleurs hésité à participer à l'événement organisé par la LFI *«la veille du 7 mars»* en présence de Louis Boyard, député LFI et de Jean-Luc Mélenchon. LFI a fait de la jeunesse son cheval de bataille [depuis les débuts du mouvement](#).

Cette proximité avec le politique est l'une des divergences de fond entre l'Unef et l'Alternative. *«L'indépendance est importante, elle protège le mouvement social, juge Imane Ouelhadj, la présidente de l'Unef. On travaille avec les députés, pour leur faire entendre nos revendications et la réalité de la vie des étudiants, mais on ne veut pas faire copain /copain avec eux.»* Cette proximité entre l'Alternative et LFI pose aussi question aux démissionnaires de l'Unef fondateurs de l'Union étudiante. C'est pourquoi ils ont voulu créer une nouvelle structure plutôt que de rejoindre l'Alternative. Première étape pour le petit nouveau : se faire reconnaître par l'intersyndicale interprofessionnelle contre la réforme des retraites.

La réforme des retraites comme catalyseur du changement

Le timing de cette annonce n'est évidemment pas anodin. [La réforme des retraites a exaspéré les divergences de méthode entre l'Unef et l'Alternative](#). Cette dernière appelait à radicaliser le mouvement par des blocages quand la première appelait à la créativité militante pour inventer de nouvelles formes d'engagement. *«La direction de l'Unef a des mots d'ordre très timides sur la mobilisation. Il y a pourtant un enjeu à ce que les syndicats soient meneur du mouvement pour qu'un maximum d'étudiants soient présents»*, avance la transfuge Pauline Lebaron. Une mutation syndicale assumée par la direction actuelle de l'Unef. *«Nous avons beaucoup revu nos pratiques. Le schéma classique AG /occupation /manifestation n'est plus en phase avec une partie de la jeunesse. Notre optique est de faire vivre les campus et il est parfois plus facile d'organiser une réunion publique ou une conférence-débat qu'une AG. Nous avons voulu laisser une liberté d'action aux sections locales sans leur imposer un schéma»*, se défend Imane Ouelhadj.

Derrière l'[union de façade des syndicats étudiants](#) contre la réforme des retraites, l'éparpillement des structures et la multiplicité des appels brouillent parfois le message,

notamment à Paris. Entre la coordination nationale étudiante (plutôt gérée par le NPA), la mobilisation interfac (où le Poing levé est très représenté), l'intersyndicale interprofessionnelle (dont sont membres la Fage et l'Unef), et les prises d'initiatives de chaque organisation ([comme la marche du 21 janvier](#) de l'Alternative et LFI), il y a de quoi se perdre. *«On se rend bien compte que là où les forces syndicales sont présentes sur le terrain, la mobilisation est plus massive. On veut donc conjuguer nos forces en se réunifiant pour avoir plus d'impact. Le mouvement étudiant peut être le point de pivot qui permettra d'obtenir le retrait de la réforme des retraites»*, assure Eléonore Schmitt. La jeune femme reconnaît aussi que la structure de l'Alternative, très légère, avec seulement quatre personnes pour coordonner à l'échelon national, *«touchait ses limites»*. Il y a un mouvement social à construire. Il faut [maintenir une mobilisation forte de la jeunesse](#) lors de la manifestation du 6 avril et protéger les actions de blocages et les cortèges face à la menace de l'extrême droite qui s'est déjà livrée [à une quinzaine d'attaques](#) depuis le début du mouvement.

Rancœurs et tensions

A écouter les principaux intéressés, la scission d'aujourd'hui est le fruit de tensions accumulées depuis la prise de fonction d'Imane Ouelhadj en mars 2022. *«Une partie de l'Unef refuse que je sois présidente depuis le début»*, nous souffle-t-elle. Rancœurs et tensions s'accumulent jusqu'à un point culminant fin septembre début octobre. Des réunions houleuses, des injures, des portes qui claquent, des membres du bureau national qui en viennent aux mains. La rupture est alors consommée. *«Un climat anxieux s'était installé dans le syndicat avec un manque de démocratie interne sans précédent. Après avoir épuisé toutes les voies de recours internes pour résoudre le conflit et sortir par le haut, nous avons décidé de recomposer plus largement le mouvement étudiant dans une organisation ayant une vraie vocation majoritaire»*, nous expose Karel Talali, ancien membre du bureau national de l'Unef qui rejoint l'Union étudiante.

L'enjeu principal après cette scission reste bien l'héritage de l'Unef. Le nouveau syndicat a pris pour sous-titre «union nationale des étudiants de France». *«Nous sommes vraiment attachés à l'Unef, mais il faut marquer notre différence aujourd'hui avec une Unef illégitime dont la direction ne fait pas les bons choix»*, juge Pauline Lebaron. Pour le moment, ces tensions se passent entre membres de la «tendance majoritaire» de l'Unef. Le syndicat est composé de différentes tendances, ou motions, qui essaient d'imposer leur vision syndicale au sein de l'organisation lors de congrès locaux puis nationaux. Pour se démarquer, l'Union étudiante s'affranchit de ce système en tendances. Organisée en fédération, chaque organisation locale adhérente disposera d'une voix au conseil d'administration. Dans cette fédération, chaque section locale adhérente dispose d'une voix au conseil d'administration. Une manière pour les dissidents de répondre aux *«limites du modèle organisationnel de l'Unef»* qu'ils dénoncent. *«On est loin de la maison commune des étudiants. Ce ne sont que des gens d'accord entre eux»*, juge Imane Ouelhadj. De fait, les tendances réformistes ou troskistes de l'Unef n'ont pas rejoint l'Union étudiante. *«Ce n'est qu'un début, le but est d'accueillir tout le monde»*, rétorque Eléonore Schmitt.

A moyenne échéance, il y a les élections étudiantes. D'abord en juin, à l'occasion des prochaines élections pour le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, l'instance consultative des organisations représentatives au sein du ministère. Aujourd'hui la Fage possède cinq sièges, l'Unef deux et l'Alternative deux également. Rebelote en novembre, pour les élections au Centre national des œuvres universitaires et scolaires, où la Fage et l'Unef devancent, avec trois sièges, l'Alternative et ses alliés (deux sièges).

Crise à l'Unef : des dissidents créent un nouveau syndicat étudiant

Par [Sonia Princet](#)

De nouvelles dissidences sont apparues au point qu'une partie des sections locales et des membres de la direction de l'Unef viennent de créer un nouveau syndicat : l'Union étudiante. La présidente actuelle est accusée de comportements violents.

L'Unef, syndicat étudiant historique créé en 1907, va-t-il disparaître ? **Des violences, un climat toxique, une absence de démocratie interne** : c'est ce que dénoncent les démissionnaires de l'Unef. Jusque-là vice-présidente, Pauline Lebaron est l'une des fondatrices de l'Union étudiante, qui rejoint l'Alternative, un mouvement qui avait déjà quitté l'Unef en 2019. *"J'ai pris cette décision", explique-t-elle, "avec tout un ensemble de sections locales et d'autres membres de la direction, après avoir constaté l'impossibilité de se faire entendre au sein du syndicat dans un climat toxique en interne, et un manque de démocratie au sein de l'organisation."*

L'étudiant raconte *"des faits de violences interpersonnelles"* lors du mois d'octobre 2002, *"où la direction était en cause"*. *"Suite à cela, il y a eu plusieurs tentatives pour se faire entendre de la part des personnes qui ont subi ces comportements-là, soutenus par une énorme partie du syndicat, pour justement obtenir gain de cause",* poursuit Pauline Lebaron. *"Ce fut de longues batailles menées en interne pendant des mois, mais avec le constat qu'on faisait face à un mur et qu'il n'y avait pas la possibilité de se faire entendre"*.

Publicité

17 sections locales sur 48 dans l'escarcelle

Pauline Lebaron et d'autres ont donc annoncé mardi la création de l'Union étudiante, qui tiendra son congrès fondateur les 22 et 23 avril prochain. *"On a vraiment l'idée de créer une nouvelle Union nationale des étudiants de France, qui s'inscrit dans tout un héritage historique du mouvement syndical étudiant mais qui se différencie d'une organisation Unef qu'on pourrait qualifier d'illégitime, avec un fonctionnement délétère en interne. L'Union étudiante, c'est le choix de l'unité avec l'Alternative et une énorme partie des sections locales et des membres de la direction de l'UNEF."*

Le nouveau syndicat revendique dans son camp **17 sections locales sur 48** et sept membres de la direction nationale de l'Unef. **C'est moitié moins selon la présidente de l'Unef**, qui conteste ces chiffres. Tout comme elle conteste les violences physiques dont elle est accusée. Imane Ouelladj reconnaît toutefois avoir perdu son sang-froid en octobre dernier. *"J'ai assumé mes torts dès le début",* affirme-t-elle, *"en disant que j'avais perdu mon sang-froid en termes de parole, mais il ne s'est jamais passé aucun acte physique."*

Une crise étouffée depuis l'automne

Imane Ouelladj justifie ces dérapages verbaux par un burn-out. *"C'est dur, parce qu'on doit gérer nos études, on doit gérer notre militantisme, on doit gérer notre vie personnelle. Mon erreur, c'est juste de ne pas avoir pu assumer plus tôt le fait que psychologiquement ça allait mal, que moi aussi j'étais dans une situation de burn-out, tout simplement parce que j'en avais honte. C'est un peu compliqué à ma place de présidente de l'Unef de venir expliquer que ça ne va pas bien, surtout auprès de personnes qui étaient à la direction et qui savaient que j'étais à bout et qui ont tout simplement décidé de ne pas m'écouter et de me laisser gérer toute cette situation seule, sans même une solidarité et une camaraderie. Après je me suis expliquée auprès de mon organisation au mois d'octobre. J'ai eu mes fautes et mes torts dans ce qui s'est passé. Ces événements ont été réglés en interne."*

La crise a été étouffée depuis octobre mais les problèmes de fonctionnement interne au sein de l'Unef existent depuis longtemps. **En 2019, il y a avait déjà eu deux départs conséquents du syndicat** : L'Alternative et la FSE, fédération syndicale étudiante. Les altercations violentes du mois d'octobre dernier ne sont que l'élément déclencheur de difficultés plus anciennes.

L'objectif de mobiliser les étudiants

Mais cette fronde en pleine bataille intersyndicale contre la réforme de retraites tombe mal. *"Depuis plusieurs mois",* estime Pauline Lebaron, *"l'Unef a eu un discours très timide et n'a pas réussi à vraiment imposer ses mots d'ordre sur la mobilisation et donc pour nous il y a aussi cet objectif de pouvoir mobiliser au maximum les étudiants, pour que le gouvernement retire sa réforme."*

De son côté, Imane Ouelladj confie : *"On avait aujourd'hui la nécessité d'avoir un front étudiant uni pour obtenir des victoires, pour défendre les intérêts des étudiants. Sauf que finalement, cela n'a pas été la volonté de certaines personnes et aujourd'hui, malheureusement, au lieu de réfléchir à l'intérêt des étudiants, on a plus une logique d'appareil qui se met en place et tout cela se fait au détriment des problématiques des étudiants."* Les deux organisations, chacune de leur côté, appellent malgré tout les étudiants à se mobiliser massivement jeudi. Il leur reste ce point d'accord.



Ce jour, une frange de militant-e-s de l'UNEF décide de quitter le syndicat pour des raisons hétérogènes et évanescentes. Et ce, alors même que l'entièreté de notre organisation est pleinement concentrée sur la pérennisation de la mobilisation historique des jeunes. Loin des logiques d'appareils et des calculs électoraux, l'UNEF rappelle la nécessité de coordonner toutes les forces syndicales dans la bataille contre le projet mortifère du Gouvernement.

Depuis des années, l'UNEF s'attelle à construire des mobilisations les plus unitaires possibles et à tendre la main aux forces étudiantes afin de les rassembler au sein d'un seul syndicat, qui est depuis 115 ans la maison commune de l'ensemble des étudiant-e-s.

Plus que la nécessaire réunification du mouvement étudiant, **c'est le rôle même du syndicalisme qui est questionné par la création d'une nouvelle organisation étudiante.**

Bien que perfectible, le modèle démocratique de l'UNEF reconnaît et organise les débats internes et permet aux différentes sensibilités syndicales de pouvoir coexister au sein d'une même organisation. Depuis des décennies, chaque génération de l'UNEF a eu la responsabilité de faire évoluer son modèle de fonctionnement afin de correspondre aux attentes des étudiant-e-s.

Conscient-e-s de la responsabilité qui nous incombe, nous travaillons depuis des mois et continuerons de travailler à l'amélioration de notre modèle interne. **Le droit au désaccord, pierre angulaire de l'organisation de nos débats, ne doit pas disparaître au profit de la volonté d'hégémonie d'un seul groupe.**

Réforme des retraites : la jeunesse, point de bascule de la mobilisation ?

1. Paolo Stuppia

Nous croyons à la libre circulation de l'information

Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.

Après avoir participé à la première date convoquée par l'intersyndicale le [19 janvier](#), puis manifesté de manière autonome – appuyée par quelques organisations partisans, notamment La France Insoumise (LFI) – le [21](#), réunissant entre 14 000 et 150 000 personnes dans la rue, la jeunesse scolarisée deviendra-t-elle l'acteur incontournable de la mobilisation contre la réforme des retraites voulue par l'exécutif Borne en 2023 ?

La question peut, à première vue, surprendre, tant l'histoire récente des (tentatives de) réformes de cette branche de la sécurité sociale qui se sont succédées [depuis 30 ans](#) a vu une absence relative de participation des étudiant·e·s et lycéen·ne·s, contrairement à des questions

Deux décennies de luttes étudiantes

Pour ne se cantonner qu'aux deux dernières décennies, 2003 reste dans les mémoires étudiantes comme l'année du mouvement – avorté – contre la [réforme LMD](#) (Licence-Master-Doctorat), certainement pas comme celle de la lutte contre la réforme des retraites dite Fillon, alignant le régime des fonctionnaires sur celui du secteur privé.

En 2007, après l'élection de Nicolas Sarkozy, le gouvernement s'attaque presque simultanément aux universités, avec la [Loi de Responsabilité des Universités](#) (LRU) et [aux régimes spéciaux de retraite](#), tabou depuis les grèves de 1995 contre le [plan Juppé](#). Des tentatives ponctuelles de jonction entre étudiant·e·s et salarié·e·s ont lieu, mais, dans un contexte d'état de grâce postélectoral et contrairement à ce qu'il était advenu l'année précédente ([lutte contre le Contrat Première Embauche \(CPE\)](#), aboutissant au retrait de la mesure), l'impopularité aura eu raison de ces deux mouvements.

Grève de 1995 : 3 semaines qui ont marqué la France. YouTube.

En 2010, rebelote avec la réforme dite Woerth, portant l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 62 ans : comme l'observe la sociologue [Julie le Mazier](#), venue en « queue de comète d'une séquence contestataire particulièrement dense » (luttes anti-CPE en 2006, anti-LRU en 2007 et en 2009), la grève étudiante peine à s'aligner sur le rythme de l'intersyndicale des salarié·e·s. Le mouvement ne touchera, au final, qu'une vingtaine d'établissements.

[Près de 80 000 lecteurs font confiance à la newsletter de *The Conversation* pour mieux comprendre les grands enjeux du monde. [Abonnez-vous aujourd'hui](#)]

En 2013-2014, la [réforme dite Touraine](#), augmentant progressivement la durée de cotisations à 43 ans et demi, provoque quelques journées de manifestation contre l'exécutif socialiste, sans réel impact ni dans les lycées et les universités, ni ailleurs.

Enfin, l'histoire de la tentative la plus récente (2019) est bien connue : après avoir été élu en 2017 sur un programme promettant de ne pas toucher à l'âge légal de départ à la retraite, le gouvernement a proposé une réforme mais le président Emmanuel Macron a dû renoncer face aux contraintes imposées par la crise du Covid, dans un contexte social par ailleurs particulièrement tendu à la suite des mobilisations des « gilets jaunes » de [2018-2019](#).

Diversification des luttes

Mais à l'heure où nous écrivons, la question posée au départ n'apparaît pas si étrange que cela, pour de multiples raisons. Trois retiennent en particulier notre attention et concernent notamment les majeur·e·s, c'est-à-dire, sauf exception, les étudiant·e·s.

D'abord car en 20 ans, comme le note l'historien spécialiste des mouvements universitaires [Robi Morder](#), l'augmentation des [effectifs scolarisés dans le supérieur](#) – de 2 250 000 en 2003 à 3 millions en 2023 – s'est accompagnée de profonds bouleversements sociologiques, institutionnels et pédagogiques (concurrence entre établissements, diversification des filières, développement de l'apprentissage).

Dans le même temps, le salariat étudiant a connu une croissance exponentielle : « un million d'étudiants qui travaillent représentent de 5 à 6 % du salariat français (autrement dit, un salarié sur 20 suit des études supérieures), sans compter les stages. Cela change les rapports entre les étudiants et la société, les représentations mentales, et constitue une des bases matérielles à des intersyndicalismes entre étudiants et organisations syndicales professionnelles et des actions sur des thèmes communs ».

Une deuxième raison tient à la relative [diversification des mobilisations universitaires](#) les plus récentes. Si les conditions d'études demeurent centrales (réforme « Parcoursup » en 2018, par exemple), l'emploi le devient également : luttes contre la précarité en 2006, la Loi Travail en 2016 ou en faveur de l'autonomie de la jeunesse (allocation d'études, salaire étudiant).

S'ajoute un intense activisme autour des inégalités, sociales comme de genre et d'origine ethnique. Que l'on pense par exemple au [geste désespéré d'Anas](#), s'immolant devant le CROUS de Lyon en 2019, aux files d'attente et au développement d'associations d'aide à la distribution alimentaire pendant les confinements de 2020-2021 – mettant en exergue la question de la pauvreté étudiante, mais également aux campagnes « Nous tout·e·s » contre les violences faites aux femmes, la création de collectifs LGBTQIA+ sur les campus, ou encore aux épisodes de dénonciation du « racisme ordinaire » à l'université, (dis)qualifiés par le gouvernement de « wokisme » ou d'« islamogauchisme ».

Enfin, l'écologie, dans le sillage du mouvement pour le climat [Fridays For Future](#) de 2018, a fait une entrée fracassante dans le [panorama des engagements étudiants contemporains](#), avec des manifestations plus ou moins radicales : de associations de filière pour la transition

écologique aux grèves pour le climat le vendredi, des actions de rue de groupes tels Extinction Rebellion (XR) jusqu'à participation aux ZAD (Zones à défendre).

Cette mosaïque redouble les appels, somme toute traditionnels, à la « solidarité intergénérationnelle » et à la « convergence des luttes », en y ajoutant des préoccupations liées au futur d'une « jeunesse sacrifiée » : sacrifiée sur l'autel d'intérêts économiques supérieurs, de la persistance de rapports de domination anciens, etc.

La provocation de trop ?

Sans prétendre consulter une boule de cristal, la réforme des retraites de 2023 pourrait bien être perçue comme une « provocation de trop », au même titre que le [CPE](#) il y a 17 ans : non pas comme une mesure qui concerne un horizon (trop) lointain pour un·e jeune, mais bien comme une attaque ultérieure contre un horizon d'ores et déjà bouché à plusieurs étages. Les paroles recueillies par les journalistes dans le [défilé du 21 janvier](#), le slogan « métro, boulot, caveau » inscrit sur des pancartes, tout comme la présence de collectifs queer et de militant·e·s arborant les drapeaux multicolores du mouvement Extinction Rebellion représentent des indices allant dans ce sens.

À l'inverse, si c'est un sentiment de résignation qui s'impose, en particulier en prévision des changements climatiques à venir ou de préoccupations plus immédiates (insertion, consommation, etc.) la mobilisation pourrait s'en trouver empêchée.

Enfin, la troisième raison qui pourrait pousser les jeunes dans la rue est davantage conjoncturelle au contexte politique inédit qui s'est dessiné avec les élections de 2022 : alors que le président Macron invoque la légitimité de sa réforme par l'obtention d'un mandat « clair » dans les urnes, les opposant·e·s rappellent que leur vote, lorsqu'il a eu lieu, a été déposé par défaut, notamment au deuxième tour de la présidentielle. Rappelons en effet que dans l'entre-deux-tours, une timide mobilisation étudiante avec pour slogan « ni Macron ni Le Pen » avait vu le jour à Paris et que tous les sondages pré – ou postélectorales ont montré que les [jeunes scolarisés](#) ont compté parmi les principaux soutiens de Jean Luc Mélenchon à la présidentielle, de la coalition Nupes aux législatives.

Plus généralement, l'unité syndicale affichée par les organisations de jeunesse, de salarié·e·s et des partis de gauche fait appel aux souvenirs de la dernière mobilisation « gagnante » qu'ait connu notre pays, celle de 2006 contre le CPE. Comparativement, elle est même plus large, certain·e·s structures, comme la FAGE, rejoignant cette année les rangs de l'intersyndicale alors qu'elle était absente en 2006.

Reste à savoir si les distinguos qui sont peu à peu apparus, d'abord dans la Nupes autour de la date du 21 janvier, puis dans les organisations de jeunesse elles-mêmes – l'UNEF appelant à respecter le calendrier de l'intersyndicale [« sans se disperser »](#) mais aussi à des Assemblées générales dans les universités à partir du 25 janvier – représenteront un frein, parmi d'autres, à la mobilisation des jeunes scolarisé·e·s.

The Conversation

Les étudiants engagés contre la réforme des retraites : une mobilisation inédite ?

Publié: 5 avril 2023, 21:22 CEST

1. Robi Morder

Nous croyons à la libre circulation de l'information

Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.

Alors que se poursuit la mobilisation contre la [réforme augmentant l'âge de départ à la retraite](#), les étudiants et les lycéens sont beaucoup plus nombreux à descendre dans les rues, lors des [journées nationales de manifestations](#) mais aussi lors de rassemblements locaux, qu'ils rejoignent depuis les [universités et lycées, en grève ou bloqués](#).

Si on a noté la présence des [syndicats étudiants](#) aux côtés des syndicats de salariés dès le début du mouvement contre la réforme des retraites, le déclic semble avoir été l'utilisation de [l'article 49.3](#) permettant l'adoption du texte sans vote par l'Assemblée nationale. C'est à partir de là que la sympathie de la jeunesse envers le mouvement social actuel s'est convertie en engagement concret.

En effet, si les retraites peuvent sembler une perspective lointaine à beaucoup d'étudiants, [l'utilisation du 49.3](#), les obstacles mis aux actions de groupe (fermetures d'établissements, [interdiction de se réunir](#)) et les interventions brutales des forces de l'ordre constituent à leurs yeux une atteinte à la dignité collective.

Plaqué sensible de la société, le mouvement étudiant retrouve ainsi son rôle historique de fer de lance contre les injustices et les atteintes aux libertés publiques et individuelles, comme il l'a fait depuis les [révolutions de 1848 en Europe](#). Comme chaque mobilisation d'ampleur, celle de 2023 réactive des modes d'action bien connus mais elle révèle aussi de nouveaux liens entre monde étudiant et monde du travail.

Le blocage, un mode d'action plus fréquent

Ce n'est pas la première fois que la jeunesse scolarisée investit le terrain social général. Lors des [grèves de décembre 1995](#) contre la [réforme proposée par Alain Juppé](#), Premier ministre de Jacques Chirac, même si le mouvement étudiant s'était retrouvé « noyé » dans la masse des manifestants du secteur et de la fonction publique, il n'en existait pas moins avec ses assemblées générales, ses cortèges, ses coordinations nationales. En 2006, c'est le mouvement étudiant qui avait été la locomotive du mouvement contre le [contrat première embauche](#), ou CPE, réformant le code du travail, et de l'intersyndicale mise alors en place.

Le [répertoire d'action collective](#) mis en œuvre demeure celui pratiqué depuis au moins les années 1968 par les étudiants : comités de mobilisation, assemblées générales, coordinations nationales, grèves, manifestations, actions spectaculaires pour obtenir l'attention des médias, piquets de grève.

Le [mouvement lycéen contre la loi Fillon de 2005](#) y avait ajouté des « blocages », outils repris largement par le mouvement étudiant en 2006. On note d'ailleurs une évolution du vocabulaire : désormais, organisations de jeunes comme autorités publiques ne dressent plus un bilan des établissements « en grève », mais des établissements « bloqués ». Cela révèle-t-il une difficulté à se réunir en AG dans l'établissement, et donc de voter la grève ?

Dans certains cas non, le blocage n'est que la dénomination actuelle de l'ancien piquet de grève – qui peut être « explicatif » (« filtrant », ou « dissuasif » (bloquant), il est voté en AG de grévistes. Dans d'autres, c'est effectivement le seul moyen qui reste pour signifier la participation à l'action, notamment [dans les lycées, où la tenue de réunions](#) est subordonnée aux autorisations de l'administration, qui peut les octroyer ou non, ou quand les élèves considèrent ne pas avoir le rapport de forces suffisant pour ce faire.

Du côté des étudiants, comme des [délégués à la coordination nationale](#) des 1^{er} avril et 2 avril l'ont noté, s'il y a beaucoup de participation aux manifestations, les assemblées générales demeurent – sauf exception – relativement plus restreintes, autour de 300 ou 400 en moyenne.

Solidarité entre salariés et étudiants

L'une de particularités de la mobilisation étudiante et lycéenne actuelle, c'est le [lien concret qu'elle établit avec les grèves et actions des salariés](#). L'affirmation de la « solidarité étudiants travailleurs » n'est certes pas une nouveauté, elle a déjà été [proclamée en mai 1968](#), mais la pratique était plus délicate.

Paris : quelques dizaines de lycéens bloquent le lycée Racine (*Le Parisien*, 2023).

[Le 17 mai 1968](#), le cortège qui s'élance de la Sorbonne occupée vers « la forteresse ouvrière » en grève de Renault à Boulogne-Billancourt se heurte aux grilles fermées. On se parle, mais au travers de grilles. La méfiance est souvent de mise contre les « enfants de bourgeois » qui feraient une crise d'adolescence avant de devenir les « patrons de demain ». Cette sociologie était déjà erronée, mais c'est elle qui demeurait dans l'imaginaire collectif.

La présence étudiante et lycéenne est maintenant manifeste non seulement dans les cortèges – ce fut déjà le cas dans les mouvements de 1995, et dans les manifestations sur les retraites des années 2000 et 2010 – elle l'est aussi désormais à la base. Dans de nombreux établissements, étudiants et lycéens décident dans leurs AG et réunions de prêter main-forte aux piquets de grève de salariés, par exemple en Île-de-France [sur les sites de traitement de déchets](#), et l'on a eu aussi des cas où des salariés grévistes viennent renforcer des blocages de lycéens pour les protéger face à la police. La nouveauté réside dans la systématisation de ces rencontres, leur multiplication, et que cela « va de soi » pour les acteurs.

En réalité, ces actions sont le révélateur de l'évolution profonde du monde du travail et en amont, du monde étudiant, univers étroitement intriqués et pour l'essentiel inséparables dans leurs origines, leur présent et leur avenir.

Une jeunesse précarisée

Nous sommes loin du « [petit monde des étudiants](#) », considéré comme privilégié. Ce sont trois millions de jeunes qui sont dans l'enseignement supérieur. Leur sociologie ne correspond pas à celle de la France, [ouvriers et employés demeurant sous-représentés au-delà du bac](#) (27 %) mais on ne saurait assimiler les professions intermédiaires (14 %) et tous les cadres et professions intellectuelles et supérieures mêlées dans les statistiques (34,7 %) aux couches les plus privilégiées. L'écrasante majorité des étudiants a des parents salariés (et même 12 % de retraités et « inactifs »), seuls 10 % sont issus de familles propriétaires de leurs entreprises : commerçants, artisans, agriculteurs.

Au cours de leurs études, [40 % des étudiants travaillent](#). Si le pourcentage n'a guère varié au cours de ces dernières décennies – c'est un pourcentage déjà mis en avant dans les années 1950 – c'est le nombre qui s'est démultiplié. 40 % de 250 000 étudiants ou de 2 500 000 étudiants ne donnent pas une même force sociale. Aujourd'hui, c'est plus d'un [million d'étudiants qui travaillent](#), ce qui représente 6 à 7 % du salariat du privé. Autrement dit, un million de salariés, de travailleurs sont aussi étudiants.

La massification du supérieur des dernières décennies a transformé également le salariat, et modifie donc sa connaissance, et partant sa vision du monde étudiant. [60 % de la population active](#) possède le bac ou équivalent, 41,5 % a suivi des études supérieures, [27 % a au moins bac +2](#) et les chiffres sont plus élevés encore dans les couches les plus jeunes (diplôme le plus élevé selon l'âge et le sexe).

Selon l'OIT, le [salariat français](#) comptait en 2015 45 % de personnel hautement qualifié. L'accession de Sophie Binet au secrétariat général de la CGT, ancienne responsable syndicale étudiante à l'UNEF au moment de la grève contre le CPE, elle-même diplômée et cadre, est une illustration de ces mutations.

L'Étudiant publié le 06 Avril 2023

L'Union Etudiante : le nouveau syndicat créé par Alternative et des dissidents de l'Unef



Par Clémentine Rigot,

Dix-sept sections locales de l'Unef quittent l'organisation pour s'allier avec l'Alternative en créant un nouveau syndicat, l'Union Etudiante. Une mutation supplémentaire dans un climat social agité, en pleine mobilisation contre la réforme des retraites.

"Dysfonctionnement", "fracture", "manque de démocratie"... , **17 sections locales de l'Unef ont quitté le syndicat** début avril pour créer, l'Union Etudiante, avec l'Alternative, elle-même née d'une scission de l'Unef il y a six ans.

Avec déjà pas moins de 51 organisations membres, l'Union Etudiante repose sur **un modèle qui se veut fédéral** : ces organisations comptent chacune pour une voix et "s'organisent autour d'un conseil d'administration, cœur stratégique, et un bureau national", détaille Eléonore Schmitt, porte-parole de l'Alternative.

Un nouveau syndicat étudiant qui souhaite peser sur la réforme des bourses

Dans l'optique de son congrès fondateur prévu les 22 et 23 avril, le nouveau syndicat a déjà tracé son plan d'action. Premier chantier : dès vendredi 7 avril, participer aux concertations, au ministère de l'Enseignement supérieur, **pour le second volet de la réforme des bourses.**

Autre priorité : aborder la question de la **dissolution des groupuscules d'extrême droite sur les lieux d'études.** "C'est important, dans le contexte politique actuel, de montrer que c'est un sujet qui nous touche, surtout quand on a des camarades victimes de la violence de ces groupes", précise Eléonore Schmitt.

Des désaccords internes à l'Unef

Sélection à l'université, précarité, Parcoursup... L'organisation mise, sans surprise, sur les grands sujets qui font débat entre étudiants et acteurs de l'enseignement supérieur. S'il s'agit de thématiques abordées par l'ensemble de la palette des syndicats étudiants, il n'était pourtant plus possible, aux yeux de la porte-parole, de les déployer au sein de l'Unef.

Elle pointe notamment du doigt un **"climat très conflictuel" au sein de l'Unef** et son incapacité à évoluer avec la société. Eléonore Schmitt dénonce ainsi un "repli sur soi, dès 2017, de l'organisation, sans possibilité de repenser le modèle et d'exprimer ses désaccords", faisant notamment référence à l'éviction de militants Insoumis parmi ses rangs.

"Il y a une pluralité de choses qui ont nourri ces désaccords internes. Il y a des désaccords organisationnels, mais aussi de fond, **sur ce qu'est le syndicalisme étudiant aujourd'hui en France**, à quoi il sert et quelle démarche syndicale nous devons entreprendre", énumère quant à elle [Imane Ouelhadj, présidente de l'Unef](#). "Nous avons aussi un désaccord très pratique sur la manière d'aider les étudiants au cas par cas", précise-t-elle, citant notamment [la question des bourses](#), des inscriptions et du [logement](#).

L'Union Etudiante souhaite "devenir la première organisation étudiante de France"

Imane Ouelhadj assure que "l'Unef se remet constamment en question pour **coller au mieux aux évolutions de la société**". Elle n'est pas inquiète de la multiplication des propositions dans le paysage syndical qui pourrait apporter de la confusion chez les étudiants : "Ils voient qui milite sur leurs campus aujourd'hui, ils voient qui se mobilise dans la rue, qui organise des assemblées générales et des manifestations", affirme la présidente.

Forte de ses 30.000 adhérents, l'Unef n'est pourtant plus, depuis 2016, le gros poisson du milieu syndical jeune, devancée désormais par la Fage. Et l'Union Etudiante souhaite voir cette situation évoluer. L'objectif est affiché clairement : **"devenir la première organisation étudiante de France"**. Et l'Unef de dénoncer, dans un communiqué, "la volonté d'hégémonie d'un seul groupe", portant atteinte au "droit au désaccord, pierre angulaire de l'organisation des débats".

Reconnaître l'héritage de l'Unef mais construire un autre modèle

Malgré les conflits internes, l'Union Etudiant reconnaît pourtant **les legs de l'Unef, mentionnant, entre autres, ses victoires syndicalistes** et son avant-gardisme sur les "luttres majeures comme le féminisme ou l'antiracisme". "Si l'on avait fait une sorte de fusion-acquisition de l'Unef au sein de l'Alternative, ça n'aurait pas du tout envoyé le même message qu'en créant une nouvelle organisation, qui montre bien que l'on veut recomposer le milieu étudiant, tout en affichant notre affiliation, par le nom, à l'héritage de l'Unef", admet Eléonore Schmitt.

Cette nouvelle idylle entre l'Alternative et les déçus de l'Unef a été dynamisée par le climat politique et social de ces derniers mois. Les débats autour de [la réforme des retraites](#), dès l'automne 2022, ont été un "accélérateur de particules", entraînant des discussions sur la mobilisation et faisant se rapprocher des membres des deux organisations, "**pour construire un autre modèle plus en phase avec la société et le milieu étudiant**", se souvient la porte-parole.

"Nous sommes prêts à discuter avec tout le monde"

Si [Imane Ouelhadj](#) rappelle que "leurs revendications sont les revendications historiques de l'Unef", la présidente ne ferme pas pour autant la porte au dialogue : "**nous sommes prêts à discuter avec tout le monde si c'est en bonne intelligence**", affirme-t-elle, rejetant toute logique d'appareils. "Notre boussole, c'est les étudiants et faire en sorte d'améliorer leur vie", rappelle-t-elle.

Pour l'heure, l'Union Etudiante a appelé à **rejoindre ses cortèges dans les manifestations contre la réforme des retraites**, dès le 6 avril, proposant aux étudiants de défiler, pour la première fois, sous ses nouvelles bannières.

L'Union étudiante : vers un renouveau du syndicalisme étudiant ?

Le 4 avril, en pleine mobilisation sur les retraites, L'Alternative et 17 sections de l'Unef annonçaient leur volonté de créer une nouvelle organisation étudiante : l'Union étudiante. Son congrès de fondation aura lieu le 22 et 23 avril.

Cet événement peut être réellement porteur d'espoir pour un renouveau solide du syndicalisme étudiant, réactualisé pour correspondre à l'évolution de l'enseignement supérieur et aux besoins des étudiantEs. Cependant, plusieurs difficultés devront rapidement être dépassées pour que cette Union étudiante soit un outil de terrain réellement efficace pour défendre les intérêts matériels et moraux des étudiantEs et ne soit pas seulement porteuse de campagnes politiques.

À l'aube de l'Union étudiante

L'Unef, bien que syndicat historique, s'enferme dans la préparation des élections étudiantes délaissant le travail de terrain, et elle n'arrive plus à faire adhérer et structurer les mouvements étudiants. En réaction, sur les universités apparaissent des syndicats locaux et des associations étudiantes qui reprennent le travail de terrain. À la sortie du mouvement Parcoursup, constat est fait que ce renouveau du syndicalisme étudiant, dépassant les structures préexistantes, est nécessaire mais qu'une structuration nationale lui est indispensable. L'Alternative est créée. Elle se confronte alors à plusieurs problèmes : une construction en premier lieu par les instances nationales pour « exister » mais qui réduit de fait la préoccupation d'activités de terrain et de syndicalisation ; la sélection et la précarité qui privent la jeunesse de temps, pourtant crucial pour structurer une organisation ; la crise du covid qui a mis en pause la vie universitaire pendant deux ans.

Cependant, ces difficultés ont pu être suffisamment transcendées puisque la dynamique de construction se poursuit avec le dépassement de l'Alternative et cela en plein mouvement social sur les retraites. Il va toutefois être nécessaire à cette nouvelle structure syndicale de maintenir une certaine distance avec La France insoumise, au risque sinon de se couper d'une partie de la jeunesse, d'être dépendante de ses polémiques internes et de sa colonne vertébrale qui reste électoraliste et institutionnelle. En bref, au risque de réitérer ce qu'était le PS pour l'Unef.

De quel syndicalisme étudiant avons-nous besoin dans la période ?

Le paysage étudiant a fortement changé, une nouvelle organisation syndicale doit avoir le souci de s'implanter dans tous les établissements, pas seulement les universités, celui surtout de former ses militantEs, de mener des campagnes offensives autour de la gratuité de l'enseignement et des structures sociales liées (logements du CROUS, restaurants universitaires) capable d'impulser un mouvement social étudiant. Une organisation syndicale ne doit pas craindre un affrontement net envers l'institution, pas seulement autour du manque de moyens mais aussi du contenu proposé, de qui décide, de la place des études dans la société.

Les militantEs anticapitalistes ont une orientation et une richesse de premier plan à apporter dans ce processus. Aussi construire l'unification du syndicalisme étudiant est l'une de nos tâches prioritaires.